

Le marché en revue

Sommaire du premier trimestre de 2020

Faits saillants



La propagation fulgurante de la COVID-19 a dominé les manchettes, bouleversé notre quotidien et semé la peur à travers les marchés financiers.



Les investisseurs équilibrés ont profité de la présence en portefeuille d'avoirs en titres à revenu fixe pour compenser les fortes pertes du côté des actions; cela dit, seules les valeurs refuges les plus sûres sont parvenues à réaliser des gains.



Les États du monde entier ont rapidement adopté d'amples mesures de soutien et politiques en réponse à la situation.



Une guerre pétrolière entre l'Arabie saoudite et la Russie a entraîné un recul de 66 % du prix du pétrole brut, qui s'est établi près de 20 \$ US le baril.

Pandémie de COVID-19 : Une période inouïe

Il est difficile d'imaginer une nouvelle plus ubiquiste que celle de la pandémie de coronavirus (COVID-19) et ses répercussions, qui ont touché à peu près tous les aspects de la vie quotidienne des gens partout dans le monde. Nos pensées se tournent d'abord et avant tout vers ceux qui ont été frappés de plein fouet par cette maladie, et nous tenons à exprimer notre gratitude envers tous ceux qui poursuivent inlassablement le combat pour freiner la propagation du virus.

Ondes de choc dans les marchés des actions et des obligations

Tant la vitesse que la portée et l'ampleur de la propagation du virus ont été comparables dans l'ensemble des marchés financiers.

Au premier trimestre de 2020, les marchés des actions de par le monde ont essuyé des pertes massives sur fond de volatilité extrême.

- La plupart des grandes places boursières ont encaissé des pertes d'environ -20 %.
- Du 19 février au 23 mars 2020, le marché des actions américaines (représenté par l'indice S&P 500) a subi la dégringolade la plus rapide suivant un sommet historique.
- Pendant 23 jours d'affilée au cours des trois premiers mois de 2020, la moyenne Dow Jones des industrielles (indice Dow) s'est déplacée de plus de deux pour cent dans n'importe quelle direction. Mentionnons notamment une reprise boursière de trois jours du 24 au 26 mars, lorsque l'indice a fait un bond de 21 % avant de revenir légèrement en arrière en fin de trimestre. On qualifie ce phénomène de « hausse à l'intérieur d'un marché baissier » ou encore de vertigineux tour de montagnes russes.
- Le Canada a également souffert d'un énième coup dur porté au secteur de l'énergie.
 L'émergence d'une guerre des prix du pétrole entre l'Arabie saoudite et la Russie a entraîné

Sommaire des marchés

Titres à revenu fixe canadiens¹	Mois	Trim.	Cumul
Indice des obligations universelles FTSE Canada	-2,0 %	1,6 %	1,6 %
Indice des obligations de toutes les sociétés FTSE Canada	-5,4 %	-2,5 %	-2,5 %

Actions canadiennes ²	Mois	Trim.	Cumul
Indice composé S&P/TSX	-17,7 %	-21,6 %	-21,6 %

	Mois		Trim.		Cumul	
Actions mondiales ²	Monnaie locale	\$ CA	Monnaie locale	\$ CA	Monnaie locale	\$ CA
Indice S&P 500	-12,5 %	-7,6 %	-20,0 %	-12,6 %	-20,0 %	-12,6 %
Indice MSCI EAEO	-13,0 %	-9,0 %	-21,2 %	-16,3 %	-21,2 %	-16,3 %
Indice MSCI Marchés émergents	-13,2 %	-10,9 %	-19,3 %	-16,8 %	-19,3 %	-16,8 %

Monnaies et marchandises (\$ US)	Niveau	Mois	Trim.	Cumul
\$ CA	0,711\$	-4,8 %	-7,7 %	-7,7 %
Pétrole (West Texas)	20,48 \$	-54,2 %	-66,5 %	-66,5 %
Or	1 597,89 \$	0,9 %	4,9 %	4,9 %
Indice CRB Reuters-Jefferies	121,79 \$	-23,6 %	-34,4 %	-34,4 %

Rendement sectoriel au Canada²	Mois	Trim.	Cumul
Consommation discrétionnaire	-26,1 %	-33,3 %	-33,3 %
Biens de consommation de base	-7,9 %	-9,7 %	-9,7 %
Énergie	-31,5 %	-38,2 %	-38,2 %
Produits financiers	-18,6 %	-21,9 %	-21,9 %
Soins de santé	-22,7 %	-37,3 %	-37,3 %
Produits industriels	-13,6 %	-15,4 %	-15,4 %
Technologies de l'information	-9,7 %	-3,8 %	-3,8 %
Matériaux	-10,3 %	-19,1 %	-19,1 %
Immobilier	-29,6 %	-29,3 %	-29,3 %
Services de communication	-5,3 %	-9,2 %	-9,2 %
Services d'intérêt public	-10,0 %	-6,2 %	-6,2 %

Monnaie locale, sauf indication contraire.





¹ Rendement total 2 Cours seulement Source : Bloomberg





Le marché en revue

Sommaire du premier trimestre de 2020

vers des creux jamais vus depuis fort longtemps le prix du pétrole brut, qui s'est établi aux alentours de 20 \$ US le baril à la fin du trimestre.

La fuite massive des investisseurs vers les valeurs refuges a également donné lieu à d'importantes fluctuations des cours obligataires; cela dit, les avoirs à revenu fixe à l'intérieur des portefeuilles diversifiés se sont admirablement bien acquittés de leur rôle en faisant contrepoids aux pertes appréciables dans les marchés des actions.

- Le billet vert, les bons du Trésor américain et les obligations souveraines canadiennes et provinciales ont récolté des rendements positifs (ces instruments étant tous considérés comme des valeurs refuges par les investisseurs). Pour la plupart des autres produits de crédit, nous avons assisté à un élargissement des écarts de taux et à une dépréciation, surtout au mois de mars lorsque toute l'ampleur des conséquences économiques de la COVID-19 est devenue manifeste.
- Les émissions de titres de créance par les sociétés ont également établi des records. À ce jour pour l'année, les émissions brutes ont dépassé de 58 % celles de l'an dernier, tandis que les sociétés se sont précipitées pour s'assurer des liquidités dans l'expectative des jours sombres à venir.

Il pourrait s'écouler un certain temps avant que le degré anxiogène des grands titres s'atténue et que les marchés financiers reflètent à nouveau les perspectives fondamentales pour les sociétés prises individuellement, titre par titre. Toutefois, cela finit toujours par arriver. Dans l'intervalle, un élagage des excès financiers, des mauvaises créances et des piètres modèles d'affaires est à prévoir. Cet exercice pénible, mais nécessaire créera un contexte propice au retour de la confiance des investisseurs et à l'émergence d'une croissance durable des marchés.

Leçons tirées de la grande crise financière : Agir rapidement. Faire preuve d'audace.

La réponse des États du monde entier a été à la fois considérable et rapide, comme il se doit. Il s'agit d'une leçon tirée de la grande crise financière de 2008 – 2009, lorsque les responsables de la politique économique (tous confrontés à une situation inconnue) se sont montrés trop prudents et hésitants dans leurs efforts, ce qui a retardé et prolongé la reprise économique. Aujourd'hui, tous les États se servent de l'ensemble des outils à leur disposition, nombre d'entre eux mis au point et testés pendant la grande crise financière, afin de soutenir leurs économies respectives en cette période

difficile. Ils agissent rapidement et avec audace, et c'est tant mieux.

Certes, les programmes et stratégies annoncés par les divers ordres de gouvernement varieront pour ce qui est de la taille, de la portée, de la mise en œuvre et des cibles, mais la quasi-totalité des mesures est mise en place pour rétablir la confiance dans de vastes pans du marché financier. Ils ont pour objectif d'aider les ménages et les entreprises à disposer de suffisamment de capitaux, de liquidités et de ressources pour survivre au pire de la crise. Qu'il s'agisse d'injecter des fonds directement ou d'assurer le flux de liquidités, ce sont tous des soutiens nécessaires pour permettre aux marchés de continuer de tourner. Il est autant question de favoriser la confiance des entreprises, des consommateurs et des investisseurs que de générer un avantage économique à très court terme.

Tranchées et crises financières

Ces politiques ne permettront pas à elles seules de prévenir une récession, mais elles serviront vraisemblablement à éviter un repli économique beaucoup plus marqué, ce qui aura pour effet d'écourter le chemin de la reprise. Lors de la grande crise financière, Ben Bernanke, le grand patron de la Réserve fédérale américaine à l'époque, avait affirmé pour justifier l'intervention de l'État dans le secteur privé qu'il n'y a pas plus d'athées dans les tranchées que d'idéologues dans les crises financières. En d'autres termes, que vous soyez ou non un tenant de l'intervention de l'État dans les marchés financiers, parfois, il faut ce qu'il faut.

Nous nous attendons à une plus forte volatilité dans les marchés. Une période comme celle que nous vivons sert à rappeler aux investisseurs en quoi consistent la prise de risque, d'une part, et un investisseur à long terme, d'autre part. À notre avis, la mise à l'essai de soupçons sur les marchés par des procédés de synchronisation à court terme relève davantage du coup de dés que de l'investissement.

Une seule question subsiste à présent : Combien de temps durera la débâcle?

Plus longue sera la crise sanitaire mondiale et plus forte sera la perturbation économique qui en découle. Peu importe le nombre de modèles économiques, de scénarios pour les marchés et de programmes d'assistance gouvernementale, le succès de tous ces efforts sera ultimement mesuré par la rapidité avec laquelle la propagation du virus sera contenue, et donc le moment où la vie pourra reprendre son cours normal. Voilà une énigme qui demeure entière. Il nous incombe donc à tous de contribuer à l'effort en respectant les consignes des professionnels de la santé et en appuyant autant que possible les intervenants de première ligne





ainsi que tous ces travailleurs de l'ombre. Nous traversons cette crise tous ensemble et c'est tous ensemble que nous réussirons à « aplatir la courbe »!



La vice-présidente, Marketing et Communications Christine Wellenreiter possède le titre de professionnelle agréée en marketing (CM) et compte plus de 20 ans d'expérience dans le secteur des placements. Elle signe le bulletin mensuel Le marché en revue depuis plus de 15 ans.

Ces commentaires sont l'expression de l'opinion de GLC à la date de leur publication et sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. De plus, rien ne garantit que les tendances décrites dans ce document se maintiendront ou que les prévisions se réaliseront, parce que les conditions de l'économie et des marchés changent fréquemment. Ce document représente une source d'information d'ordre général et n'a pas pour but d'inciter le lecteur à acheter ou à vendre des placements spécifiques, ni de fournir des conseils juridiques ou fiscaux. Avant de prendre une décision de placement, les investisseurs potentiels devraient passer en revue avec soin tous les documents de placement pertinents et demander l'avis de leur conseiller.

© GLC. Tous droits réservés. Vous ne pouvez ni reproduire, ni distribuer, ni utiliser autrement toute partie du présent article sans l'autorisation écrite préalable de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (GLC).

